

25/06/2024

Législatives : quel impact pour le logement en cas de majorité RN ?

À l'occasion des Assises du logement, les présidents de différentes fédérations ont réagi aux élections législatives à venir, et notamment à une potentielle majorité Rassemblement National. Si la présidente de l'USH juge les positions du RN incompatibles avec le logement social, le président de la FFB, lui, rappelle que sa fédération est « apolitique ».



Lors d'une table ronde, Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat (USH), a alerté sur <u>les positions du Rassemblement National concernant le logement social.</u>

« Aujourd'hui, je vois des forces politiques qui tiennent des propos qui sont hors de la Constitution et hors du droit, en particulier sur le logement social », a estimé la présidente de l'USH.

Des attaques contre le logement social?

L'ancienne ministre du Logement a également dénoncé «des attaques extrêmement fortes par un parti politique, par ses députés et y compris par des propositions de loi qui ont été déposées ces derniers mois », faisant référence au RN et son principe de « préférence » ou « priorité nationale ».

Loïc Cantin, président de la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM) a quant à lui rappelé l'existence d'un « désaccord fondamental » entre son organisation et le RN, annonçant que sa feuille de route serait que « l'intérêt général du logement » prime.

Il a également mis en garde contre la « forte probabilité qu'aucune majorité ne se dégage réellement ». « Je pense que le 8 juillet, on va se réveiller avec la gueule de bois », a-t-il estimé.

La FFB rappelle être « *apolitique* »

À l'inverse, Olivier Salleron, président de <u>la Fédération Française du Bâtiment (FFB)</u> a de son côté souligné représenter « une fédération apolitique ». « **On travaillera avec les personnes nommées, élues démocratiquement par les Français** », a-t-il précisé. « Si les élus sont vraiment de terrain, **le logement est transpartisan**. Ils savent que pour nos concitoyens c'est l'urgence ».

Le président de la FFB a toutefois appelé de ses vœux « un gouvernement d'union nationale sur le logement ». Et d'ajouter : « Il faudrait que tout le monde s'entende sur un programme commun de relance de la construction du logement et du social » après les législatives.

Claire Lemonnier (avec AFP)